

NOTES

1. Une expression lancée récemment par Yukio Satoh, directeur général, Bureau de l'information, de l'analyse, de la recherche et de la politique, ministère des Affaires étrangères, Japon. Se reporter à la note 19 ci-dessous.
2. Le contenu de la présente section est tiré en grande partie d'un document intitulé «Cooperative Security», document de fond rédigé par le Groupe de la planification des politiques en vue du colloque de 1991 sur le DSCP.N, qui s'est déroulé à Victoria (C.-B.).
3. Au sein du ministère des Affaires extérieures, c'est la Direction des relations avec l'Asie du Nord (PNR) qui est chargée de coordonner tant le volet officiel que le volet ONG du DSCP.N. PNR bénéficie de l'appui d'autres directions de diverses directions générales. Le Groupe de la planification des politiques produit des «documents de réflexion» et des documents de fond, en plus de discuter du DSCP.N et des questions connexes avec ses homologues ou les services équivalents d'autres ministères des Affaires étrangères.
4. Bien qu'il faille se rappeler que Brejnev avait réclamé en 1969 un régime de sécurité collective en Asie.
5. Cette expression a été utilisée par les diplomates occidentaux pour décrire l'ensemble de l'initiative de l'Union soviétique à l'égard de la sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique. L'expression fait allusion aux discours prononcés par M. Gorbatchev à Vladivostok (1986) et à Krasnoyarsk (1988) ainsi qu'au discours prononcé par M. Chevardnaze, lors de la deuxième conférence de Vladivostok, en septembre 1990. Un élément important de l'initiative soviétique que l'expression ne révèle pas est l'entrevue de M. Gorbatchev, abondamment citée, parue dans *Merdeka*, le 21 juillet 1987, dans laquelle il a pris ses distances par rapport au parallèle avec Helsinki et fait des propositions concrètes pour le contrôle des armements et le renforcement de la confiance dans la région Asie-Pacifique.
6. Tant dans les médias que dans le milieu diplomatique à Tokyo, on croyait de façon générale que Gorbatchev apporterait un «cadeau» (une concession importante à l'égard des îles), et que Kaifu serait à même d'offrir une aide financière appréciable aux Soviétiques pendant la visite (c.-à-d. une aide sur laquelle se seraient entendus le PLD, le MEA et le ministère des Finances). Or, les deux chefs ont vu miner leur position - Gorbatchev par l'intransigeance subite d'Elstine concernant le retour des îles; Kaifu par les factions partisans au sein du PLD qui ont refusé d'exercer leur influence auprès de la bureaucratie.
7. Le 11 décembre 1990 et l'objet de beaucoup d'attention dans la presse coréenne.